

Résumés des articles

La consommation de ressources environnementales en incertitude, par Alain Ayong Le Kama

Cet article présente un modèle dans lequel un individu représentatif consomme une unique ressource environnementale, que l'on suppose renouvelable. Nous supposons, par ailleurs, qu'il existe un ensemble de phénomènes naturels aléatoires susceptibles d'affecter le stock de ressource disponible pour la consommation. Nous analysons à l'aide de ce modèle les comportements de consommation face à une incertitude sur la disponibilité d'une ressource environnementale dans le futur. Notre objectif étant de dépasser les résultats, somme toute triviaux, qui font l'essentiel de la littérature sur la décision en incertitude, et qui consistent à remarquer qu'en présence d'incertitude, l'agent adopte généralement un comportement plus prudent quant à son usage de l'environnement que dans le cas où l'incertitude n'existerait pas.

Nous montrons d'une part comment la prise en compte successive des contraintes physiques, de disponibilité de la ressource et de solvabilité (ou de survie), auxquelles font face les consommateurs, modifie fondamentalement leur comportement, relativement à l'hypothèse de cycle de vie. Et, d'autre part pourquoi leur omission, ce qui est généralement le cas dans la littérature, peut amener à des conclusions éronées.

Mots clés : Choix intertemporels de consommation, incertitude, ressources renouvelables.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : D81, D91, Q2.

Comment financer l'allocation universelle? La stratégie de Van Parijs (1995) en question, par Claude Gamel

Dans l'ouvrage que Van Parijs a consacré en 1995 aux fondements philosophiques et économiques du projet d'allocation universelle, le chapitre IV est dédié au problème du financement « soutenable » d'une telle mesure. Les « rentes d'emploi » y sont présentées comme un troisième type de ressources susceptibles d'élargir l'assiette fiscale du financement, à côté des « ressources externes » et des « ressources internes » des individus. Les difficultés d'exploitation de telles rentes légitiment l'exploration d'une stratégie alternative de financement fondée sur la flexibilité « walrassienne » des salaires, laquelle permet de réduire une certaine contradiction entre l'acceptation par Van Parijs de rentes de situation liées à l'emploi et sa volonté ultérieure (chapitre VI) d'« optimiser » le capitalisme. Incidemment, la différence réelle entre allocation universelle et impôt négatif sur le revenu est aussi réexaminée.

Mots clés : Allocation universelle, rentes d'emploi, impôt négatif.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : D63, H55, I38.

L'efficacité du contrôle communautaire des concentrations: une approche par la méthode événementielle, par Béatrice Dumont

Le Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes (TPICE) a récemment retoqué trois vetos des autorités communautaires de la concurrence. Au-delà du camouflet que représentent ces décisions, c'est principalement l'insuffisance de preuves et la faiblesse de l'analyse économique de la Commission Européenne qui sont à chaque fois critiquées. Afin d'évaluer la véracité de ces critiques, nous cherchons à analyser de manière précise si les décisions de la Commission sont corroborées par l'anticipation des marchés. Pour se faire, nous utilisons et étendons la méthodologie d'Eckbo-Stillman (1983), plus communément appelée méthode événementielle. Le principe de base en est simple. Il consiste à tester l'hypothèse de pouvoir de marché (ou de collusion) en analysant comment le cours des actions réagit à des événements importants. L'hypothèse testée est la suivante : si la concentration projetée est susceptible de réduire l'intensité de la concurrence (de se traduire par un surcroît d'efficacité), alors les firmes rivales doivent voir leur valeur boursière augmenter (baisser) lors de l'annonce d'un événement augmentant la probabilité de réalisation de la concentration et se déprécier (augmenter) lorsque la probabilité de survenance de celle-ci diminue. Nos résultats montrent que dans la majorité des affaires, il est impossible de valider l'hypothèse d'effets anti-concurrentiels.

Mots clés : Concentration horizontale, cours boursier, efficience, méthode événementielle.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : L4, G14.

Les externalités de diffusion du savoir-faire permettent-elles de rattraper le retard dans les courses à l'innovation ?, par Christine Halmenschlager

Dans une course à l'innovation, les possibilités de rattrapage d'une entreprise distancée sont-elles aiguisées ou au contraire exclues par la présence d'externalités de R&D? Fudenberg, Gilbert, Stiglitz et Tirole montrent dans une course au brevet avec observation imparfaite de l'activité en R&D des entreprises rivales que ces possibilités de rattrapage existent. Notre article introduit deux hypothèses d'externalités de diffusion du savoir-faire. Nous examinons à l'équilibre, pour chacun d'eux, les conséquences sur les possibilités de rattrapage de la firme en retard. Dans un premier scénario, la part du savoir-faire acquis par chaque entreprise qui revient à sa rivale est décroissante : les possibilités de rattrapage disparaissent à l'équilibre. Dans un second scénario, le taux d'externalité est constant : le rattrapage, même réduit par le jeu des externalités, reste possible à l'équilibre. Nous concluons que dans ce contexte dynamique, les spillovers ont l'effet contre-intuitif d'augmenter la vitesse de l'innovation pour des firmes avec des niveaux d'expérience identiques. Nous mettons aussi en évidence qu'une modélisation différente des externalités influence les possibilités de rattrapage du retardataire.

Mots clés : course au brevet, externalités, rattrapage.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : C72, O31.

Characteristics of good and competitive equilibrium, par Damien Gaumont et Philippe Michel

Cet article analyse les conséquences d'un changement des caractéristiques des biens sur l'équilibre dans le cadre d'une économie d'échange pure avec n biens et m agents. Certains changements des caractéristiques des biens à la Lancaster ont un effet positif sur l'utilité. À l'équilibre général, certains agents voient leur utilité augmenter cependant que pour d'autres elle baisse. Toutefois, nous montrons qu'il y a un accroissement d'une combinaison linéaire d'utilité des agents. Les différentes possibilités de gains et de pertes d'utilité sont analysées en détail dans un exemple avec 2 biens et 2 agents.

Mots clés : Économie de pur échange, caractéristique des biens, détermination de prix, pareto-efficience.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : D50.

Basic income, unemployment and job scarcity, par Loek Groot

La principale thèse de cet article est que dans un monde où le droit au travail est équivalent pour chacun, la justification d'un revenu de base est plus forte, et que celui-ci devrait être plus élevé au plus élevé est le niveau de chômage et la rareté de l'emploi. Le point de départ est une économie avec rareté de l'emploi. Une juste manière de traiter la rareté de l'emploi consiste à gratifier chacun d'un droit égal au travail, droits qui

sont librement négociables. Il apparaît qu'un tel plan de Droits au Travail et un plan de revenu de base sont équivalents. L'équivalence réside dans le fait que le prix des Droits au Travail et le bénéfice d'être sans emploi correspondent respectivement au taux de taxation du revenu et au revenu de base. Le taux de taxation peut donc être considéré comme ce que les travailleurs doivent payer pour obtenir un emploi rare. Les deux plans permettent que certains individus s'abstiennent d'avoir un travail rémunéré, en échange d'une compensation financière. Par ailleurs, les avantages en terme d'équité et d'efficacité d'un plan de Droits au Travail s'appliquent de manière équivalente à un plan de revenu de base. Cette analyse fournit un argument contre la diminution des aides aux chômeurs et d'assistance sociale en cas de mauvaise conjoncture et offre de nouvelles voies d'évaluation du parasitisme et des objections levées contre le revenu de base.

Mots clés : Chômage, Droit au travail, Revenu de base, Politique sociale, Exploitation.

Numéros de classification du *Journal of Economic Literature* : D63, H53, I38, J21-23, J31, J64.